

## JAUÈRES ET LES RIENS



Manifestation au Pré Saint Gervais contre la loi des trois ans (25 mai 1913) - discours de Jean Jaurès.

### Des riens ? Quels riens ?

"On voit ceux qui ont réussi et ceux qui ne sont rien" (Emmanuel Macron, inauguration de la Station F - halle Freyssinet, gare d'Austerlitz à Paris).

Lors d'un discours prononcé devant une foule d'entrepreneurs et par ces mots tranchants, le Président Macron a tracé comme une ligne indélébile entre deux sortes de citoyens. Il a présenté ainsi sa vision d'un monde divisé en deux catégories. Décidément Monsieur "En même temps" sera le Président de la binarité. Mais ici, de qui est-il question exactement ? Qui n'est rien pour lui et qu'entend-il par "réussir" ? Peut-être ce dernier terme est-il encore un fourre-tout dans lequel chacun peut mettre une définition personnelle ; un de ces mots creux dans lesquels les macronistes et leur premier représentant se sont spécialisés afin que tout le monde puisse s'y retrouver aisément. Sans attribut la réussite semble bien être l'un de ces mots vides de sens, capables de fédérer faussement tous ceux qui l'emploient. Pour certains la réussite ce sera d'abord la richesse, pour d'autres l'appartenance à une catégorie sociale supérieure, ou bien plutôt l'acquisition d'une certaine qualité de vie, et plus probablement encore la combinaison de tout cela selon des proportions diverses.

Finalement, la seule catégorie d'hommes et de femmes incapables de se reconnaître dans ce que Macron appelle la réussite c'est la catégorie de ceux pour qui aucune réussite ne saurait se faire au prix de l'autre. Pour Macron en effet, ce dont on est sûr, c'est que celui qui ne réussit pas tombe dans le néant. Honte à lui. Pour ceux qui ne sont *rien*, famille, vie sociale, métier, passions et loisirs, *rien*, *absolument rien* ne vaut. A côté des battants les autres perdent toute diversité, pire toute identité. Honte, honte à eux.

### Mauvais calcul

Il y a les riens, mais apparemment c'est déjà trop. Car le peu d'aides auxquelles ils ont droit semble encore gêner ceux de (la) première catégorie. Le gouvernement vient en effet d'annoncer qu'il serait retiré 5 euros aux bénéficiaires des APL dans les semaines à venir. Il faudrait faire des économies, un trou inopiné dans les comptes de l'État viendrait d'être découvert. Horreur. Et sitôt un groupe clairement ciblé devra se serrer la ceinture. Celui des évadés fiscaux ? Non. Des familles les plus riches ? Non plus. Les patrons des grandes entreprises ? ... Les *traders* ? Non, voyons. Au moins les élus cumulards ? Pas davantage. Ceux qui devront payer sont simples étudiants ou font parties des foyers aux revenus modestes. Nombreux sont ceux qui ont droit aux APL : en tout 2,6 millions. Alors, malgré l'ampleur de la mesure, les ministres chargés de faire appliquer cette baisse ont peut-être pensé que personne ne protesterait pour 5 euros mensuels en moins. Pensez donc, 5 euros ce n'est rien.

Sauf que pour le moment ce n'est pas du tout le cas. L'annonce au cœur de l'été a soulevé un tollé général. Des pétitions, venues notamment de syndicats étudiants ont été créées. L'argument des 5 euros s'est retourné contre ses initiateurs : retirer quelques euros à quelque chose de franchement mesquin. Non pas qu'il faudrait en retirer davantage, mais justement, quel esprit tordu pourrait avoir l'idée de prendre à ceux qui vivent déjà avec le minimum ? Quelle personne ayant un jour connu la précarité financière, voire la misère pourrait sérieusement songer à priver d'autres gens subissant semblable situation ? Et même, quelle personne ayant été épargnée par le sort pourrait être à ce point indifférente à celui des autres pour le faire sans sourciller ? Il y a dans cette décision une terrible violence. Avons-nous mis à la tête de l'État les représentants d'une faction unique, à part, celle de personnages que rien de rien ne peut infléchir ? Des amoraux, des sans-cœur, des affreux ? Honte.

Alors, lorsque le *Huffington post* nous explique que **par un effet de seuil** la décision privera de surcroît tous ceux qui touchent aujourd'hui entre 15 et 19 euros d'aides de l'État et qu'en tout, ce sont 50 000 personnes qui ne toucheront plus d'APL du tout, la décision devient insupportable. Pour des milliers de personnes cela représente une perte de 228 euros par an. Les députés *FI* l'ont montré au grand dam de leurs adversaires : 5 euros par mois, c'est l'équivalent de plusieurs repas pour beaucoup de Français. Quand on est déjà dans une situation financière difficile, s'en passer devient douloureux.

Mais le plus frappant est que l'annonce est faite peu de temps après celle d'une baisse de l'ISF, qui s'exercera au profit de moins de 1 % des foyers français. Concrètement, à partir de 2018, 2 à 3 milliards d'euros (les estimations varient) jusqu'ici prélevés auprès des 340 000 foyers les plus riches ne le seront plus. Honte, honte à eux : voilà le joli cadeau que font au pays les dirigeants du pays !

## Un système aux nombreux rouages

Ces deux mesures n'ont qu'un mérite. Elles dessinent clairement les deux catégories nommées par Macron lors de son discours dans la halle Freyssinet. Dans un pur esprit de clan, il récompense pour leur réussite les plus riches et pénalise les pauvres, qui, n'étant rien, pourront se contenter de moins. Mais il ne s'arrête pas là. Il faut comprendre la réforme du code du travail comme relevant d'une même logique clivante : on peut bien dégrader les conditions de travail des salariés pour ne plus entraver les efforts des patrons pour transformer l'argent des entreprises en dividendes pour leurs actionnaires. Il existe bien un groupe de personnages pour lesquels emploi et licenciement sont les deux revers d'une même pièce. Cette logique constitue pour eux une véritable poule aux œufs d'or : l'actuelle Ministre du Travail, Muriel Pénicaud, en a fait l'agréable expérience quand elle spécula suite au licenciement de 900 salariés de l'entreprise *Danone* dont elle était alors *DRH*. La revente des stocks options lui permit de toucher 1,13 million d'euros. Rien. Pour ceux qui dirigent l'économie du pays, un salarié n'est donc rien lui non plus. Peut-être – il faudrait les interroger sur leur perception exacte - un "bien meuble" comme le furent les animaux jusqu'en janvier 2015, eux qui sont toujours élevés, exploités, abattus dans des conditions industrielles catastrophiques. Mais quels que soient les mots adoucissants qu'ils trouveront, regardons les faits : entre les mains des oligarques les salariés deviennent matière malléable, destinée à alimenter la machine, tantôt dans un sens - en travaillant – tantôt dans l'autre - en disparaissant de l'entreprise - selon les besoins du marché.

Nous pouvons nous y attendre : avec un gouvernement constitué à la fois d'anciens lobbyistes, de directeurs d'entreprises du CAC 40, d'hommes et de femmes d'affaires, les actes et les paroles se multiplieront, révélant un mépris total et profondément ancré pour tous les autres, les riens. Ainsi a-t-on déjà entendu l'ex-directeur de la rédaction de *l'Express* expliquer tranquillement que les Français devaient renoncer à leur 5ème semaine de congés payés et plus largement remettre en cause leur relation au travail. Il entretient ainsi le mythe d'un Français paresseux, rechignant à la tâche. Il ne peut pourtant l'ignorer : on ne compte plus les entreprises où les salariés ont accepté les pires

conditions de travail pour espérer sauver leur emploi. Je pourrais également opposer cette vision sordide aux nombreux fonctionnaires qui se donnent tout entiers à leur tâche. Les discours consistant à nier notre travail et nos efforts sont des clichés. Ils n'ont qu'une fonction, celle d'opposer les gens et d'assurer ainsi la tranquillité des puissants.

## Juste retournement des choses

Cela doit cesser. Il est temps que la honte change de côté. Il est temps qu'elle tienne enfin ceux qui sont prêts à user de toutes les méthodes, aussi grossières soient-elles, pour se gaver toujours davantage, entre eux, au prix de la santé, du bien-être, du confort, du bonheur même de la population.

Aujourd'hui cela fait très exactement 103 ans que Jean Jaurès a été assassiné. Plus que jamais la mémoire de celui qui s'est toujours mis du côté du peuple est vive. Elle doit nous éclairer sur ce qui se joue dans cette tentative acharnée de la horde de nous imposer des renoncements tous azimuts.

*"Là où des hommes sont sous la dépendance et à la merci d'autres hommes, là où les volontés ne coopèrent pas librement à l'œuvre sociale, là où l'individu est soumis à la loi de l'ensemble par la force et par l'habitude, et non point par la seule raison, l'humanité est basse et mutilée", écrivait Jaurès en 1901.*

Nul n'est besoin de ceux qui entretiennent le système en place. Malgré leur morgue, ces quelques autres se contentent de prospérer sur de l'argent facilement gagné grâce à des manœuvres financières et des jeux d'influence. Ils sont les véritables parasites de notre société. Car leur sacro-sainte production, c'est nous. Le problème est qu'ils en sont les seuls véritables bénéficiaires. En recevant les fruits - mais en réalité le terme de "ruissellement" me semble plus approprié -, ils empêchent le seul développement de la société qui en vaille la peine, celui de la vie et du bonheur humains. C'est en étant de plus en plus nombreux, conscients de cette duperie gigantesque et séculaire que nous pourrions agir. Alors que l'époque est celle d'un durcissement de nos conditions de vie et de travail, notre devoir est donc d'exiger le respect.

Nous n'avons pas à rougir de l'aide de l'État pour nous loger décentement. Nous n'avons pas à rougir des existences que nous menons ni des actes que nous posons au long de celles-ci. Étudiants, salariés, artisans, fonctionnaires, associatifs, parents : le travail, la création et la pensée sont de notre côté. Nous sommes la richesse du pays, sans nous ils ne sont rien. Nous pourrions affirmer prise de cette conscience les 12 et 23 septembre prochains à Paris. Ces deux jours auront lieu des manifestations contre la loi travail 2 tout juste adoptée par les députés LREM. Après la cascade de révélations et de lois scélérates que l'on vient de connaître, on peut espérer un refus désormais systématique de ces injustices de classe.

## Pas de petits riens

Mais pour terminer j'insisterai sur un fait : des forces alternatives se développent. Elles aussi demandent à être connues.

*"Il n'y a vraiment humanité que là où il y a indépendance, volonté active, libre et joyeuse adaptation de l'individu à l'ensemble", disait encore Jean Jaurès.*

Nombreux aujourd'hui sont ceux qui, à leur manière, sont en train de s'affranchir du joug de l'oligarchie. Collectifs et associations n'ont pas attendu la reconduction du parti du libéralisme aux dernières élections pour s'organiser. Ce sont des petits producteurs, des associations de circuits courts, des collectifs zéro-déchet, toutes sortes d'organisations qui ont décidé de rompre avec le système capitaliste. Elles sont partout sur nos territoires. Elles méritent de trouver un large écho et tout notre soutien.

C'est ce que souhaitent faire par exemple *les Insoumis* de Charente-Maritime en organisant une grande fête départementale le 9 septembre prochain. Là seront invités des dizaines de membres de ces associations. Ils présenteront leur action et seront invités à participer à des débats autour du programme *L'avenir en commun*. Un tel événement permettra sans doute de faire connaître à une population toujours plus large les véritables rouages de l'économie capitaliste ; mais surtout, son objectif est de donner des perspectives intéressantes et d'inciter le plus grand nombre à s'affranchir à son tour de ce système. C'est une recette simple que nous tentons d'appliquer : lutter partout et proposer localement. Si nous y parvenons ce sera là une *réussite*.